

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 85 — 1024

10 MAI 1985. — Loi relative aux effets des arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. La présente loi détermine les effets de l'annulation des lois et décrets par la Cour d'arbitrage, soit que cette annulation soit pure et simple soit que la Cour en ait restreint, par voie de disposition générale, l'effet rétroactif conformément à l'article 6, alinéa 2, de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

Art. 2. Dans la mesure où elles sont fondées sur une disposition d'une loi ou d'un décret, qui a ensuite été annulée par la Cour d'arbitrage, ou d'un règlement pris en exécution d'une telle loi ou d'un tel décret, les décisions rendues par les juridictions répressives et passées en force de chose jugée peuvent être rétractées en tout ou en partie par la juridiction qui les a prononcées.

Art. 3. Il incombe au ministère public de demander la rétractation.

Le droit de demander la rétractation appartient en outre :

1. au condamné;
2. à celui qui a fait l'objet d'une décision ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation;
3. Si le condamné ou, le cas échéant, celui qui a fait l'objet d'une décision ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation est décédé, si son interdiction a été prononcée ou s'il se trouve en état d'absence déclarée, à son conjoint, à ses descendants, à ses ascendants, à ses frères et sœurs;
4. à la partie déclarée civilement responsable pour le condamné ou, le cas échéant, celui qui a fait l'objet d'une décision ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation.

Art. 4. § 1er. La juridiction compétente est saisie, soit par le réquisitoire du ministère public, soit par une requête spécifiant la cause de la rétractation.

A peine de nullité, la demande est formée dans les six mois à dater de la publication de l'arrêt de la Cour d'arbitrage au *Moniteur belge*.

§ 2. Sur le vu du réquisitoire ou de la requête la juridiction saisie, si le condamné est décédé, absent ou interdit, nomme un curateur à sa défense, lequel le représentera dans la procédure en rétractation.

(1) *Session ordinaire 1983-1984.*

Sénat:

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 579/1. — Rapport n° 579/2 et 3. — Amendements n° 579/4.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 14 mars 1985.

Session ordinaire 1984-1985.

Chambre des représentants:

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 1168/1. — Rapport n° 1168/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 24 avril 1985. — Adoption. Séance du 25 avril 1985.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 85 — 1024

10 MEI 1985. — Wet betreffende de gevolgen van de door het Arbitragehof gewezen vernietigende arresten (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet bepaalt de gevolgen van de vernietiging van wetten en decreten door het Arbitragehof, ongeacht of die vernietiging zuiver en onvoorwaardelijk is dan wel of het Hof de terugwerking ervan bij wege van algemene beschikking heeft beperkt overeenkomstig artikel 6, tweede lid, van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

Art. 2. In zoverre zij gegrond is op een bepaling van een wet of een decreet die vervolgens door het Arbitragehof is vernietigd, of op een verordening ter uitvoering van zodanige wet of zodanig decreet, kan de beslissing van een strafgerecht die in kracht van gewijsde is gegaan, geheel of ten dele worden ingetrokken door het gerecht dat die beslissing heeft gewezen.

Art. 3. Het staat aan het openbaar ministerie de intrekking te vorderen.

Het recht om de intrekking te vorderen, behoort bovendien :

1. aan de veroordeelde;
2. aan degene ten aanzien van wie een beslissing is gewezen waarbij opschorting van de uitspraak van de veroordeling wordt gelast;
3. ingeval de veroordeelde of, in voorkomend geval, de persoon ten aanzien van wie een beslissing is gewezen waarbij opschorting van de uitspraak van de veroordeling wordt gelast, overleden is dan wel onbekwaam of afwezig verklaard is, aan zijn echtgenoot, aan de bloedverwanten in de nederladende en de opgaande lijn, aan zijn broers en zusters;
4. aan de partij die burgerrechtelijk aansprakelijk is verklaard voor de veroordeelde of, in voorkomend geval, voor degene ten aanzien van wie een beslissing is gewezen waarbij opschorting van de uitspraak van de veroordeling wordt gelast.

Art. 4. § 1. De zaak wordt bij het bevoegde gerecht aanhangig gemaakt, hetzij door een vordering van het openbaar ministerie, hetzij door een verzoekschrift dat de grond tot intrekking omschrijft.

Op straffe van nietigheid wordt de vordering ingesteld binnen zes maanden na de bekendmaking van het arrest van het Arbitragehof in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Na kennisneming van de vordering of van het verzoekschrift benoemt dat gerecht, ingeval de veroordeelde overleden, afwezig of onbekwaam verklaard is, een curator voor zijn verdediging, die hem vertegenwoordigt bij de intrekkingprocedure.

(1) *Gewone zitting 1983-1984.*

Senaat:

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 579/1. — Verslag nr. 579/2 en 3. — Amendementen nr. 579/4.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 maart 1985.

Gewone zitting 1984-1985.

Kamer van volksvertegenwoordigers:

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 1168/1. — Verslag nr. 1168/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 24 april 1985. — Aanneming. Vergadering van 25 april 1985.

§ 3. Le ministère public fait signifier la requête à toutes les parties en cause dans la décision entreprise. La signification contient citation à comparaître devant la juridiction qui a rendu la décision entreprise et reproduit le texte des articles 2 à 4 de la présente loi.

La décision par laquelle il est statué définitivement sur la rétractation est réputée contradictoire à l'égard de la partie civile régulièrement citée, même si celle-ci n'est pas intervenue avant la clôture des débats dans l'instance en rétractation.

§ 4. Le dossier sur le fondement duquel la décision a été rendue est mis à la disposition des parties pendant un délai de quinze jours au moins.

§ 5. La juridiction saisie peut, si le condamné est détenu en vertu de la décision dont la rétractation est demandée, ordonner sa mise en liberté provisoire, selon la procédure prévue à l'article 7, alinéas 2, 3 et 4, de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive.

Elle peut également, si les moyens invoqués paraissent sérieux et de nature à justifier la rétractation demandée, ordonner qu'il sera sursis à toute mesure d'exécution ou d'application de la décision susceptible d'être rétractée.

§ 6. Le juge peut, à la demande d'une personne visée à l'article 3, 2° à 5°, ordonner que sa décision de rétractation soit publiée par extrait dans un journal qu'il désigne.

§ 7. Les frais de la procédure sont à charge de l'Etat.

Art. 5. § 1er. Dans les limites où elle est prononcée, la rétractation rend non avenues les condamnations pénales fondées sur une loi ou un décret annulés, ou sur un règlement pris en exécution d'une telle loi ou d'un tel décret, ainsi que les décisions de suspension du prononcé de telles condamnations.

§ 2. Lorsque par la décision entreprise, il n'a été prononcé qu'une seule peine du chef de plusieurs infractions, dont l'une au moins était une infraction à une disposition non annulée, le juge peut, sur les réquisitions du ministère public et pourvu que l'action publique ne soit pas prescrite, soit maintenir intégralement la condamnation, soit diminuer la peine, soit suspendre le prononcé de la condamnation, soit prononcer un jugement d'acquiescement.

§ 3. Si les faits qui ont donné lieu au jugement rétracté demeurent punissables en vertu de dispositions redevenues applicables par l'effet de l'annulation, le juge saisi de la demande de rétractation peut, sur les réquisitions du ministère public et pourvu que l'action publique ne soit pas prescrite, prononcer de nouvelles condamnations, sans toutefois qu'il puisse s'ensuivre une aggravation des peines.

§ 4. Le juge ordonne le remboursement de l'amende perçue indûment, augmentée des intérêts légaux depuis la perception.

L'article 28 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive est applicable au condamné qui a été détenu indûment en exécution du jugement rétracté.

§ 5. Si, par suite de la rétractation, le juge a cessé d'être compétent pour statuer sur l'action civile, il renvoie celle-ci devant le juge compétent. Les articles 660 à 663 et 1147bis, §§ 1er et 2, du Code judiciaire sont applicables à ce renvoi.

Art. 6. Sont susceptibles de rétractation, conformément aux articles 2 à 5, les décisions ordonnant l'internement des inculpés et accusés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale, prononcées en vertu de la loi de défense sociale, à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

Art. 7. L'article 1082, alinéa 2, du Code judiciaire est remplacé par l'alinéa suivant : « Après qu'il a été statué sur une demande en cassation, la partie qui l'a formée ne peut plus se pourvoir contre la même décision, encore qu'elle prétende avoir de nouveaux moyens, même sur des chefs non attaqués lors du premier pourvoi, sauf lorsque le second pourvoi invoque exclusivement l'annulation par la Cour d'arbitrage de la disposition d'une loi ou d'un décret qui a servi de fondement à la décision entreprise. »

Art. 8. Dans le Livre III du Code judiciaire, est inséré un titre VIII intitulé « De la rétractation » comprenant l'article 1147bis libellé comme suit :

« Article 1147bis. — § 1er. Dans la mesure où elles sont fondées sur une disposition d'une loi ou d'un décret, qui a ensuite été annulée par la Cour d'arbitrage, ou d'un règlement pris en exécution

§ 3. Het openbaar ministerie laat het verzoekschrift betekenen aan allen die partij zijn bij de bestreden beslissing. De betekening bevat een dagvaarding om te verschijnen voor het gerecht dat de bestreden beslissing heeft gewezen, en de tekst van de artikelen 2 tot 4 van deze wet.

De beslissing waarbij een einduitspraak wordt gedaan over de intrekking, wordt geacht op tegenspraak te zijn gewezen ten aanzien van de regelmatig gedagvaarde burgerlijke partij, zelfs wanneer deze niet in het geding tot intrekking is tussengekomen vóór de sluiting van de debatten.

§ 4. Het dossier op basis waarvan de bestreden beslissing is gewezen, wordt gedurende ten minste vijftien dagen ter inzage gelegd van de partijen.

§ 5. Het gerecht waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, kan, indien de veroordeelde zich in hechtenis bevindt krachtens de beslissing waarvan de intrekking wordt gevorderd, zijn voorlopige invrijheidstelling gelasten volgens de procedure bepaalde in artikel 7, tweede, derde en vierde lid, van de wet van 20 april 1874 betreffende de voorlopige hechtenis.

Dat gerecht kan ook, indien de aangevoerde middelen ernstig lijken en van dien aard dat ze de gevorderde intrekking rechtvaardigen, de opschorting bevelen van alle maatregelen tot tenuitvoerlegging of toepassing van de beslissing die voor intrekking vatbaar is.

§ 6. De rechter kan, op verzoek van een der personen bedoeld in artikel 3, 2° tot 5°, bevelen dat zijn beslissing tot intrekking bij uitreksel wordt bekendgemaakt in een blad dat hij aanwijst.

§ 7. De procedurekosten komen ten laste van de Staat.

Art. 5. § 1. De veroordelingen in strafzaken gegrond op een vernietigde wet of een vernietigd decreet, of op een verordening ter uitvoering van zodanige wet of zodanig decreet, evenals de beslissingen tot opschorting van de uitspraak van dergelijke veroordelingen worden door de intrekking ongedaan gemaakt binnen de perken waarin zij is uitgesproken.

§ 2. Indien bij de bestreden beslissing slechts één straf is uitgesproken wegens verscheidene strafbare feiten waarvan ten minste één gepleegd werd met overtreding van een bepaling die niet vernietigd is, kan de rechter, op vordering van het openbaar ministerie en mits de strafvordering niet is verjaard, hetzij de veroordeling integraal handhaven, hetzij de straf verminderen, hetzij de uitspraak van de veroordeling opschorten, hetzij een vrijsprekend vonnis wijzen.

§ 3. Indien de feiten die geleid hebben tot het ingetrokken vonnis, strafbaar blijven krachtens bepalingen die tengevolge van de vernietiging opnieuw toepasselijk worden, kan de rechter die de vordering tot intrekking behandeld heeft, op vordering van het openbaar ministerie en mits de strafvordering niet is verjaard, nieuwe veroordelingen uitspreken, evenwel zonder dat daaruit een verzwaring van de straffen mag volgen.

§ 4. De rechter gelast de terugbetaling van de ten onrechte geïnde geldboete, vermeerderd met de wettelijke interest te rekenen van de inning.

Artikel 28 van de wet van 20 april 1874 betreffende de voorlopige hechtenis is mede van toepassing op de veroordeelde die ter uitvoering van het ingetrokken vonnis ten onrechte in hechtenis is gesteld.

§ 5. Indien de rechter tengevolge van de intrekking niet langer bevoegd is om uitspraak te doen op de burgerlijke rechtsvordering, verwijst hij deze naar de bevoegde rechter. De artikelen 660 tot 663 en 1147bis, §§ 1 en 2, van het Gerechtelijk Wetboek zijn mede van toepassing op die verwijzing.

Art. 6. De beslissingen uitgesproken krachtens de wet tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers en waarbij internering wordt gelast van verdachten en beschuldigen die zich in staat van krankzinnigheid, geestestoornis of zwakzinnigheid bevinden, kunnen worden ingetrokken overeenkomstig de artikelen 2 tot 5.

Art. 7. Artikel 1082, tweede lid van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen als volgt : « Na de uitspraak op een vordering tot cassatie staat tegen dezelfde beslissing geen voorziening meer open voor de partij die haar heeft ingesteld, ook al beweert zij nieuwe middelen te kunnen aanvoeren, zelfs ten aanzien van de punten die in de eerste voorziening niet zijn bestreden, tenzij de tweede voorziening zich uitsluitend beroept op de vernietiging door het Arbitragehof van de bepaling van een wet of een decreet die ten grondslag heeft gelegen aan de bestreden beslissing. »

Art. 8. In Boek III van het Gerechtelijk Wetboek wordt onder het opschrift « Intrekking » een titel VIII ingevoegd, bestaande uit een artikel 1147bis, luidende :

« Article 1147bis. — § 1. In zoverre zij gegrond is op een bepaling van een wet of een decreet die vervolgens door het Arbitragehof is vernietigd, of op een verordening ter uitvoering van zodanige wet of

d'une telle loi ou d'un tel décret, les décisions passées en force de chose jugée rendues par les juridictions civiles peuvent être rétractées en tout ou en partie, à la demande de ceux qui y auront été parties ou dûment appelées.

§ 2. Dans les limites de la rétractation, le juge peut rendre une décision nouvelle en se fondant sur une autre cause ou sur une qualification juridique différente d'un fait ou d'un acte invoqué à l'appui de la décision entreprise.

§ 3. La demande en rétractation est portée devant la juridiction qui a rendu la décision entreprise et est introduite par une citation contenant l'énoncé des moyens, et signifiée à toutes les parties en cause dans la décision entreprise, le tout à peine de nullité.

§ 4. A peine de déchéance, la demande est formée dans les six mois à dater de la publication de l'arrêt de la Cour d'arbitrage au *Moniteur belge*.

Art. 9. Dans les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, est inséré un article 31 bis rédigé comme suit :

« Article 31 bis. — Dans la mesure où un arrêt est fondé sur une disposition d'une loi ou d'un décret, qui a ensuite été annulée par la Cour d'arbitrage, ou d'un règlement pris en exécution d'une telle loi ou d'un tel décret, cet arrêt peut être rétracté en tout ou en partie. »

Le délai du recours est de six mois à dater de la publication de l'arrêt de la Cour d'arbitrage au *Moniteur belge*.

Art. 10. Nonobstant l'écoulement des délais prévus par les lois et règlements particuliers, les actes et règlements des diverses autorités administratives ainsi que les décisions des juridictions autres que celles visées à l'article 1147 bis du Code judiciaire peuvent, s'ils sont fondés sur une disposition d'une loi ou d'un décret qui a été ensuite annulée par la Cour d'arbitrage ou d'un règlement pris en exécution d'une telle loi ou d'un tel décret, faire selon le cas, l'objet des recours administratifs ou juridictionnels organisés à leur encontre dans les six mois à dater de la publication de l'arrêt de la Cour d'arbitrage au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 mai 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

F. 85 — 1025

24 MAI 1985. — Loi modifiant les articles 37, 38, 43 et 46 du Code judiciaire (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Dans l'article 37 du Code judiciaire, dont le texte actuel formera le § 1er, sont apportées les modifications suivantes :

1. à l'alinéa 1er, les mots « en matière pénale » sont insérés entre les mots « Dans le cas où l'exploit » et « n'a pu être signifié »;

2. il est ajouté un § 2 rédigé comme suit :

« § 2 Le bureau central, le commissaire de police, le bourgmestre, l'échevin ou le fonctionnaire délégué à cette fin, selon le cas, prend les mesures utiles pour que la copie parvienne à l'intéressé dans le plus bref délai. »

(1) Voir note à la page suivante.

zodanig decreet, kan de beslissing van een burgerlijk gerecht die in kracht van gewijsde is gegaan, geheel of ten dele worden ingetrokken op verzoek van hen die daarbij partij, althans behoorlijk opgeroepen zijn geweest.

§ 2. Binnen de perken van de intrekking kan de rechter een nieuwe beslissing wijzen op basis van een andere grond of van een andere juridische omschrijving van een feit of een handeling ingeroepen tot staving van de bestreden beslissing.

§ 3. De vordering tot intrekking wordt ingesteld bij het gerecht dat de bestreden beslissing heeft gewezen, en ingeleid door een dagvaarding die de uiteenzetting van de middelen bevat en betekend wordt aan alle partijen betrokken bij de bestreden beslissing, een en ander op straffe van nietigheid.

§ 4. Op straffe van verval moet de vordering worden ingesteld binnen zes maanden na de bekendmaking van het arrest van het Arbitragehof in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. In de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, wordt een artikel 31 bis, ingevoegd, luidende :

« Artikel 31 bis. — In zoverre een arrest gegrond is op een bepaling van een wet of een decreet die vervolgens door het Arbitragehof is vernietigd, of op een verordening ter uitvoering van zodanige wet of zodanig decreet, kan dat arrest geheel of ten dele worden ingetrokken. »

De termijn van beroep bedraagt zes maanden te rekenen van de dag waarop het arrest van het Arbitragehof in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt. »

Art. 10. Tegen de handelingen en verordeningen van de verschillende bestuursorganen en tegen de beslissingen van andere gerechten dan die bedoeld in artikel 1147 bis van het Gerechtelijk Wetboek, voor zover die gegrond zijn op een bepaling van een wet of een decreet die vervolgens door het Arbitragehof is vernietigd of op een verordening ter uitvoering van zodanige wet of zodanig decreet kan, al naar het geval, elk administratief of rechterlijk beroep worden ingesteld dat daartegen openstaat, binnen zes maanden na de bekendmaking van het arrest van het Arbitragehof in het *Belgisch Staatsblad*, niettegenstaande de termijnen bepaald in de wetten en bijzondere verordeningen verstreken zijn.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 mei 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

J. GOL

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

J. GOL

N. 85 — 1025

24 MEI 1985. — Wet tot wijziging van de artikelen 37, 38, 43 en 46 van het Gerechtelijk Wetboek (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 37 van het Gerechtelijk Wetboek, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid worden tussen de woorden « Ingeval het exploit » en « niet kan worden betekend » de woorden « in strafzaken » ingevoegd;

2. er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2 Het hoofdkantoor, de commissaris van politie, de burgemeester, de schepen of de ambtenaar die daartoe opdracht heeft, naargelang van het geval, neemt de passende maatregelen om het afschrift ten spoedigste te doen toekomen aan de belanghebbende. »

(1) Zie noot op volgende bladzijde.